

# **LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA DÉMOCRATIE ET LES ALÉAS DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE. TRANSITIONS RÉELLES, FORMELLES ET RUPTURES.**

**Pierre TRINCAZ<sup>1</sup>**

## **HISTORIQUE DU PROJET**

### **I - L'appel d'offres "Démocratisation et Développement" du Ministère de la Recherche.**

Ce programme s'inspire de l'orientation de recherche lancée par l'appel d'offres, que j'ai animé au Ministère de la Recherche, intitulé "Démocratisation et Développement". Un Comité Scientifique, chargé de préparer cette recherche, avait élaboré une réflexion précisant les enjeux, les objectifs, le champ et les critères de sélection de cet appel d'offres.

#### **Les enjeux :**

Depuis les années 1980, notamment depuis la fin de cette décennie, la revendication de la démocratie s'est intensifiée dans les pays du Sud, sous la double pression des mutations économiques internationales et de la crise du système communiste. Cette revendication démocratique modifie d'ores et déjà les relations entre pays du Sud et du Nord, et soulève dans des termes apparemment nouveaux la problématique de la croissance. Elle repose en particulier la question de l'Etat, des institutions, des formes de participation et de gestion populaire qui peuvent favoriser le développement global des sociétés du Sud.

#### **Les objectifs :**

Cet appel d'offres visait :

- 1 - à encourager un travail scientifique approfondi sur un sujet important souvent abordé mais de façon superficielle.
- 2 - à mobiliser les équipes de recherche du Nord sur le thème de la démocratisation, en les incitant à s'associer entre elles et avec les équipes des Pays en Développement.

#### **Le champ :**

Cette conjoncture idéologique et politique conduit peut-être à reformuler un certain nombre de questions plus ou moins anciennes. Parmi celles-ci, on peut citer :

- les transformations induites par les opportunités et contraintes externes sur les modes traditionnels d'organisation et de participation.

---

<sup>1</sup> Sociologue ORSTOM.

- l'élargissement de l'horizon social des acteurs à l'espace mondial et les déphasages nés des intégrations différenciées aux différents réseaux internationaux.
- les mutations des formes autochtones de démocratie et de représentation politique.
- les conséquences sociales et politiques de l'émergence de nouvelles couches d'entrepreneurs privés.
- l'éventuel accroissement du rôle des associations non gouvernementales.
- la nature et l'activité des vecteurs et des relais locaux de l'idéologie démocratique.
- les formes spécifiques de l'évolution des pays du Sud anciennement considérés comme communistes.

**Les critères de sélection :**

Une attention particulière devait être réservée aux projets de nature pluridisciplinaire, présentant des associations entre chercheurs du Nord et du Sud et induisant des coopérations. Il était fortement souhaité que ces projets, tout en visant la vérification ou l'infirmité d'hypothèses générales, reposent sur des études de terrain.

Suite à cet appel de candidatures, trente-six réponses et propositions de recherche, sous forme de déclarations d'intention, ont été formulées. Onze projets ont été acceptés par le Comité Scientifique et, parmi ceux-ci, cinq concernent l'Afrique :

- Démocratisation de l'Etat et Représentation de la Démocratie en Afrique du Sud, Burkina, Burundi, Congo, Nigeria, Sénégal, Ghana. (Projet présenté par le CEAN. de Bordeaux).
- Émergence d'une participation démocratique des populations locales à la gestion de leurs ressources naturelles. Exemple du Bénin. (Projet présenté par le CIRAD).
- ONG et démocratie associative au Burkina Faso. (Projet présenté par l'ORSTOM).
- Réformes démocratiques - Nouvelles politiques - Afrique Australe. (Projet présenté par le CNRS).
- Quelles démocraties pour quel développement ? Acteurs et territoires. Iles et archipels lusophones d'Afrique. (Projet présenté par l'Université de Rouen).

Les équipes, mentionnées ci-dessus, dont les projets ont été retenus, sont en fait des équipes leaders autour desquelles se regroupent des associations de partenaires du Nord et Sud.

Ces recherches incitées par le Ministère de la Recherche se terminent et les rapports de synthèse vont être publiés. Je compte les utiliser comme base de départ de ce programme, pour effectuer une analyse comparative des différents résultats suivant les pays et l'orientation propre à chaque

programme. A partir de cette analyse, il s'agira de découvrir les champs scientifiques laissés dans l'ombre et, de là, établir de nouvelles pistes de recherche.

Il est d'ailleurs prévu un colloque de restitution de la recherche entre les différentes équipes qui ont travaillé sur ces projets, de même qu'un rapport de synthèse générale suite à ce colloque pour valoriser les travaux encouragés par le Ministère de la Recherche.

## **II - La mission confiée par la Direction de l'ORSTOM.**

Ce programme répond également à la demande, que m'a faite la Direction Générale de l'ORSTOM à mon retour du MRE, d'une mission de réflexion et de suivi de l'évolution socio-politique de l'Afrique, en liaison avec la politique de l'Institut et les nouveaux modes de présence et d'intervention scientifique sur le continent africain.

Cette réflexion doit porter sur une meilleure insertion dans les structures scientifiques nationales et régionales, le maintien ou l'évolution des centres ORSTOM et des bases scientifiques vers un partenariat réel, sur une nouvelle politique de coopération, présence et collaboration avec les pays africains anglophones, évolution de l'Afrique du Sud suite aux changements post-électorales, et réponses aux demandes de formation et d'échanges scientifiques...

Il m'est apparu de façon de plus en plus évidente que la réponse à cette mission, fort complexe malgré les apparences, ne pouvait être donnée qu'en liaison avec une équipe scientifique insérée dans une structure de recherche, et non dans une réflexion solitaire. D'où l'élaboration d'un projet scientifique qui prenne en compte les questions soulevées dans cette mission.

## **PROBLÉMATIQUE ET FONDEMENT THÉORIQUE**

La démocratisation des Etats Africains a donné lieu à une abondante littérature qui va des travaux théoriques publiés sur la "Démocratie de type africain" durant deux décennies, de 1960 à 1980, jusqu'aux études de cas plus concrètes de la période des "transitions" qui s'est ouverte à la fin des années 1980.

Il n'est pas nécessaire de reproduire ici l'abondante bibliographie qui s'y rapporte. Mais de nombreux auteurs ont souligné que "c'est en Afrique que l'émergence de l'aspiration à de nouvelles formes de pouvoir est la plus rapide et la plus forte, probablement parce que les échecs du développement y sont plus profonds qu'ailleurs" (Christian Comélieu : "La lettre du Forum de Delphes" juillet 1994).

Le rapprochement entre les deux concepts de démocratie et de développement a été parfois considéré comme une récupération

idéologique. Pourtant, une prise de conscience croissante des exigences du développement réel des peuples, de sa dimension collective et donc politique et des choix de société qu'il implique, s'est imposée sous forme de revendication démocratique.

Les formes, qu'elle prend au niveau des Représentations Sociales en Afrique, ont-elles des répercussions sur les processus de démocratisation, si présents dans les discours ?

Cette question constitue notre problématique, encore convient-il de préciser le concept sociologique de Représentations Sociales et d'en approfondir les bases théoriques, avant d'en voir l'application à la démocratie.

La notion de Représentations Sociales -redéfinie par Serge Moscovici en 1961, puis reprise par de nombreux chercheurs, notamment ceux ayant collaboré à l'ouvrage collectif sous la direction de Denise Jodelet "Les Représentations Sociales" (Paris PUF 1989) — est "un phénomène complexe d'une richesse phénoménales".

On y repère des éléments informatifs, cognitifs, idéologiques, croyances, valeurs, attitudes, opinions, images, stéréotypes...

"Mais ces éléments sont toujours organisés sous l'espèce d'un savoir disant quelque chose sur l'état de la réalité. Et c'est cette totalité signifiante qui, en rapport avec l'action, se trouve au centre de l'investigation scientifique". (Jodelet).

Moscovici a bien montré qu'il existe une certaine catégorie de personnes qui ont pour métier de fabriquer les représentations sociales : ce sont ceux qui se consacrent à la diffusion des connaissances.

En ce qui concerne le concept de démocratie, il est évident que les politiciens, politologues et spécialistes des médias... possèdent une autorité certaine pour générer des représentations auxquelles les individus, qui les reçoivent et communiquent entre eux, vont faire subir obligatoirement des modifications.

En devenant représentations populaires, elles vont concourir à instaurer un univers consensuel. Partager une représentation sociale, c'est affirmer un lien social, une identité. "Nous nous sentons effectivement interpellés", précise Moscovici, "quand quelque chose ou quelqu'un ne se conforme plus à nos représentations".

Toute représentations sociale s'élabore dans un contexte particulier : historique, géographique, démographique, économique, politique, social, religieux..., et s'appuie sur un langage, des valeurs, des idéologies. En tant que forme de connaissance socialement élaborée, elle apparaît comme un savoir tenu pour vrai ; se référant à des valeurs, il est également tenu pour bon.

Par ailleurs, expressive et constructive du social, la représentation "consiste non seulement en un moyen de connaissance, mais en un instrument d'action". Le sujet va donc faire découler sa pratique de ses représentations sociales.

Ainsi, les Représentations Sociales de la Démocratie en Afrique devraient interférer dans le processus même de la démocratisation, et c'est bien là l'hypothèse qu'il conviendra de vérifier sur le terrain.

## **CHOIX DES TERRAINS DE RECHERCHE**

Comme il est précisé dans le titre même du projet, ce programme concerne les pays du Continent Africain. Tous n'en sont pas au même stade.

Il semble que, dans certains pays, on assiste à des transitions réelles vers plus de démocratie - élections, fonctionnement légal des institutions, respect des Droits de l'Homme, des Droits de l'information...

Dans d'autres pays, ces "transitions démocratiques" paraissent purement formelles - maintien en place des mêmes autorités politiques, absence de respect des Droits de l'Homme, présence de prisonniers politiques, censure de la presse...

Dans d'autres pays encore, on assiste à des ruptures du consensus social et de l'état de droit pouvant aller jusqu'à de véritables guerres civiles, à des affrontements et des massacres ethniques...

Il conviendra de tenter une typologie suivant ces trois catégories et de choisir au moins trois pays représentatifs de chacune.

Dans un premier temps, nous envisageons de travailler au Sénégal, considéré comme un des pays d'Afrique où les droits de la démocratie sont les plus respectés. Mais cette image demeure-t-elle à l'épreuve des événements de Casamance ?

Le Togo semble bien correspondre à un pays "du deuxième type", à la transition démocratique formelle.

Pour les pays en rupture de démocratisation, le Rwanda, où j'ai travaillé durant trois ans, s'impose dans cette étude, par le génocide et la guerre civile dont les origines et les conséquences se doivent d'être approfondies.

## **PERSPECTIVES A MOYEN ET LONG TERMES**

Dans un premier temps, cette étude représente un programme personnel, situé dans une équipe de recherche du Département SUD. Les premiers travaux d'approfondissement bibliographique ont déjà été réalisés pour une bonne part.

L'analyse et la synthèse des résultats des recherches, faisant suite à l'appel d'offres du MRE, va pouvoir commencer et livrer des matériaux intéressants qui pourront recentrer les premières études de terrain.

A moyen terme, j'espère très vite nouer des collaborations à l'intérieur du Département SUD et au sein de l'ORSTOM, mais aussi avec des chercheurs et des équipes extérieures (CEAN, CERI, EHESS, Universités...) et également en partenariat avec des chercheurs des pays concernés.

Un tel projet, même s'il apparaît d'abord relever de l'anthropologie politique, a, en fait, une vocation pluridisciplinaire. La collaboration de chercheurs en sciences politiques, en économie, en sociologie, en géographie comme en histoire, devra se réaliser très vite pour aboutir à des résultats intéressants.